



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes trimestriels 2007-II

## Contenu de la publication

Les comptes nationaux trimestriels de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes (SEC 1995).

Les comptes trimestriels sont diffusés en trois étapes. Une première estimation flash de la croissance économique est réalisée 30 jours après la fin du trimestre. Ce chiffre est réestimé 70 jours après la fin du trimestre et diffusé sur le site web de la Banque Nationale de Belgique accompagné de statistiques détaillées sur la composition du produit intérieur brut (valeur ajoutée, dépenses, revenus) et sur le marché du travail. Enfin, 120 jours après la fin du trimestre, l'estimation définitive et complète des principaux agrégats de l'économie est publiée, en même temps que les comptes des administrations publiques.

Cette publication présente les principaux agrégats de l'économie nationale pour le deuxième trimestre de l'année 2007, ainsi qu'une estimation flash du produit intérieur brut du troisième trimestre 2007. Elle se compose de deux parties: la première donne une brève synthèse des résultats; la seconde présente le détail des résultats corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques valeur ajoutée, dépenses et revenus, épargne et solde de financement de la nation; emploi et salaires et les comptes des administrations publiques).

Les comptes du deuxième trimestre de l'année 2007 et l'estimation flash de la croissance économique du troisième trimestre ont été établis sur la base des données disponibles au 15 octobre 2007.

© Institut des comptes nationaux  
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.  
La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1783-7294 (print)  
ISSN 1783-7308 (online)

# Table des matières

Table des matières	3
Synthèse	5
Tableaux et graphiques	9
1 Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	10
1.1 Estimations à prix courants	10
1.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2005)	10
2 Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	11
2.1 Estimations à prix courants	11
2.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2005)	11
3 Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus	12
4 Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement	13
5 Statistiques du marché du travail	14
5.1 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	14
5.2 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	14
5.3 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	14
6 Comptes non financiers des administrations publiques, estimations à prix courants	15
6.1 Recettes, dépenses et capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques	15
6.2 Evolution des recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques	16
6.3 Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques (données cumulées)	16
6.4 Recettes et dépenses: contribution des composantes à la variation totale à un an d'écart	17
Publications de l'ICN et personnes de contact	19
Remarques générales	23
Signes conventionnels	25
Liste des abréviations	27



# Synthèse

## L'activité économique a progressé de 0,6 p.c. au deuxième trimestre de 2007

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2007, la croissance de l'activité économique est demeurée robuste, s'élevant à 0,6 p.c. par rapport au trimestre précédent.

Au cours de ce deuxième trimestre, l'activité a été particulièrement soutenue dans les services (1,0 p.c. par rapport au trimestre précédent), mais a marqué quelque peu le pas dans la construction (0,3 p.c.) et l'industrie (0,2 p.c.).

La croissance économique a largement reposé sur la demande intérieure. En effet, les dépenses de consommation des ménages (0,8 p.c.) et, surtout, les investissements des entreprises (4,3 p.c.) se sont sensiblement accrus, tandis que les investissements des ménages ont encore progressé, mais à un rythme moins soutenu qu'au cours des trimestres précédents (0,4 p.c.). La demande extérieure est restée dynamique, les exportations de biens et services augmentant de 1,3 p.c.

Reflétant la vigueur de la croissance économique deux à trois trimestres auparavant, l'emploi a, au deuxième trimestre de 2007, progressé de 0,5 p.c. par rapport à la période précédente. A un an d'écart, l'augmentation s'est élevée à 1,7 p.c., soit près de 72 000 travailleurs.

Comme c'est traditionnellement le cas au deuxième trimestre, les administrations publiques ont dégagé un surplus de financement, d'environ 4,5 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, en augmentation de plus de 2,0 milliards d'euros par rapport au résultat de la même période de l'année 2006.

Ce résultat est la conséquence d'une augmentation plus importante, par rapport au deuxième trimestre 2006, des recettes que des dépenses. L'augmentation des recettes est due à l'évolution à la hausse des impôts directs des ménages. Celle-ci résulte de l'évolution des recettes de rôles où les recettes nettes négatives qui sont dues aux remboursements des trop-perçus sont bien moindres que durant le deuxième trimestre de l'année 2006 et le premier trimestre de l'année 2007.

Conformément à la décision d'Eurostat du 25 juin 2007 (Communiqué de presse n° 88/2007), le produit de l'opération de titrisation d'arriérés fiscaux effectuée en juin (environ 160 millions d'euros pour des arriérés de contributions directes) n'a pas été considéré comme une recette fiscale mais comme un emprunt.

La progression de la valeur ajoutée a touché toutes les branches d'activité, qu'il s'agisse de l'industrie (0,4 p.c. par rapport au trimestre précédent), des services (0,7 p.c.) ou, surtout, de la construction (1,1 p.c.).

## et de 0,4 p.c. au troisième trimestre de 2007

Selon la première estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), la croissance de l'activité économique s'est légèrement tassée au troisième trimestre de l'année 2007. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est accru de 0,4 p.c. par rapport au trimestre précédent. La progression par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente a également ralenti, à 2,5 p.c. contre 2,8 p.c. un trimestre plus tôt.

**TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PIB TRIMESTRIEL**

(en euros chaînés (année de référence 2005), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005	2006				2007		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Par rapport à la période correspondante de l'année précédente <sup>1</sup>	2,0	2,9	2,6	3,0	3,0	2,9	2,7	3,0	2,8	2,5
Par rapport à la période précédente <sup>1</sup>	2,0	2,9	0,9	0,4	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,4

Source: ICN

<sup>1</sup> Le chiffre du troisième trimestre de 2007 est le résultat de l'estimation Flash du PIB.

**TABLEAU 2 ÉVOLUTION DES AGRÉGATS TRIMESTRIELS**

(en euros chaînés (année de référence 2005), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

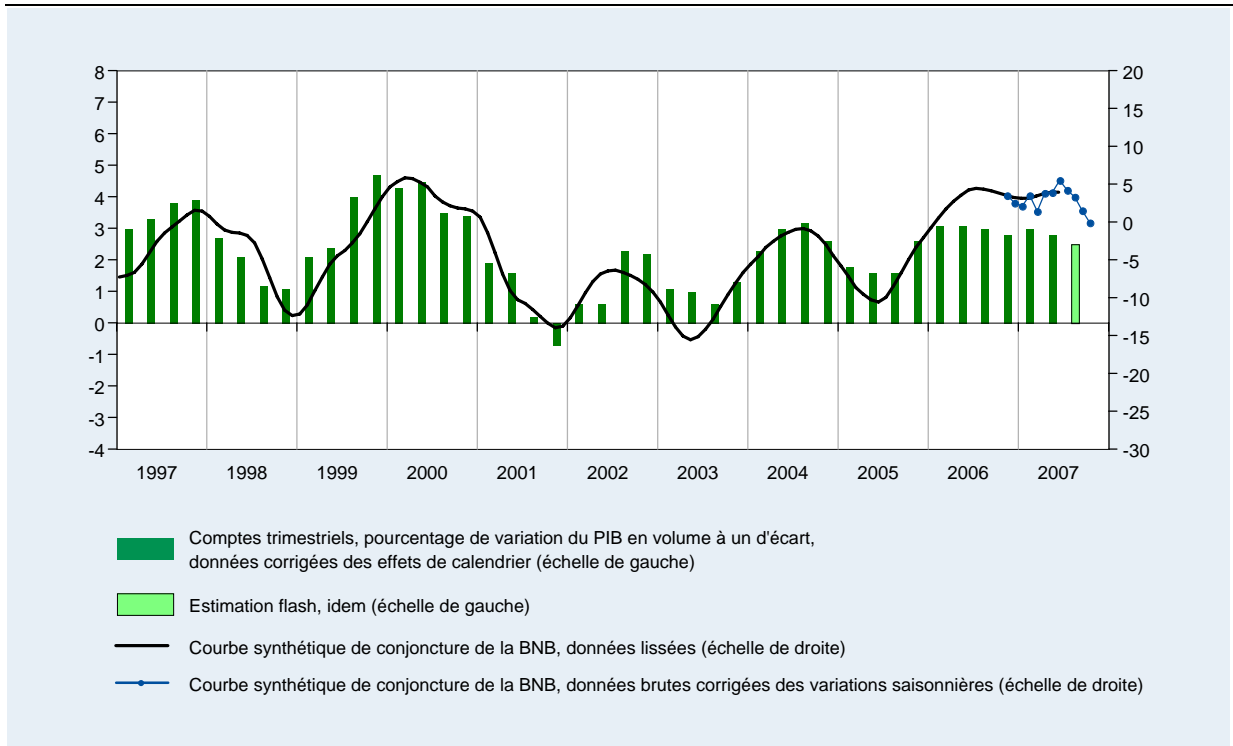
	2005	2006	2005	2006				2007		
			IV	I	II	III	IV	I	II	III
Produit intérieur brut <sup>1</sup>	2,0	2,9	0,9	0,4	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,4
Valeur ajoutée de l'industrie	0,1	3,2	-0,1	0,7	1,8	1,5	1,0	0,3	0,2	
Valeur ajoutée de la construction	3,3	9,1	2,7	2,2	2,5	2,2	1,0	1,0	0,3	
Valeur ajoutée des services	2,5	2,5	0,8	0,1	0,8	0,5	0,6	0,7	1,0	
Dépenses de consommation privée	1,4	2,1	0,9	0,6	0,4	0,5	0,1	0,8	0,8	
Dépenses de consommation publique	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	
Formation brute de capital fixe des entreprises	4,6	3,9	1,1	0,8	1,8	0,5	3,3	0,5	4,3	
Formation brute de capital fixe en logements	10,1	7,4	1,2	1,5	1,8	2,7	1,9	1,0	0,4	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	13,0	-3,2	-4,0	13,8	-1,3	-2,8	-44,7	69,5	-2,3	
Formation brute de capital fixe totale	6,7	4,2	0,7	2,1	1,5	0,8	-1,3	4,1	2,7	
Variation des stocks <sup>2</sup>	0,2	0,8	0,7	0,1	-0,4	0,1	0,3	0,2	-0,3	
Exportations de biens et services	4,1	2,6	0,5	-0,3	1,6	0,7	1,8	1,2	1,3	
Importations de biens et services	4,9	2,5	1,3	-0,1	0,5	0,5	1,4	2,3	1,3	
Exportations nettes de biens et services <sup>2</sup>	-0,4	0,2	-0,5	-0,1	0,8	0,1	0,3	-1,0	0,0	
Emploi (nombre de travailleurs)	1,2	1,2	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	

Source: ICN

<sup>1</sup> Le chiffre du troisième trimestre de 2007 est le résultat de l'estimation Flash du PIB.

<sup>2</sup> Contribution à la variation du PIB.

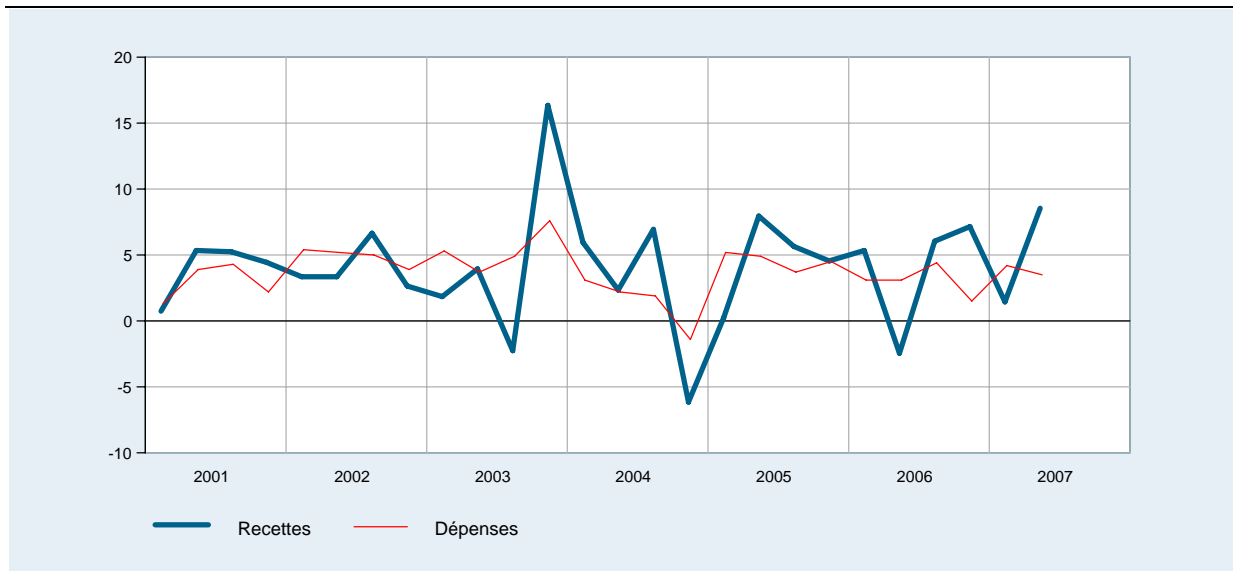
**GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE**



Source: ICN

**GRAPHIQUE 2 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

(pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)



Source: ICN





## Tableaux et graphiques

# 1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

## 1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.504	2.647	612	601	696	647	648	657	661	631
Industrie	51.900	54.162	13.060	12.956	13.299	13.525	13.651	13.686	13.866	13.887
Construction	12.914	14.083	3.266	3.359	3.368	3.500	3.594	3.622	3.667	3.693
Services										
Commerce, transports et communications	62.289	65.286	15.754	15.663	15.634	16.224	16.739	16.689	17.061	17.534
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	76.045	80.348	19.192	19.658	20.020	20.126	19.954	20.248	20.427	20.794
Administration publique et éducation	37.237	38.518	9.361	9.448	9.509	9.592	9.673	9.744	9.855	9.934
Autres services	26.059	27.239	6.572	6.606	6.737	6.832	6.853	6.818	6.922	7.003
Impôts moins subventions sur les produits	33.011	34.796	8.164	8.553	8.642	8.482	8.755	8.917	9.041	8.836
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>301.958</b>	<b>317.080</b>	<b>75.981</b>	<b>76.845</b>	<b>77.906</b>	<b>78.926</b>	<b>79.866</b>	<b>80.381</b>	<b>81.500</b>	<b>82.312</b>

## 1.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2005)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.504	2.358	620	608	593	586	586	593	608	618
Industrie	51.900	53.582	13.007	12.994	13.081	13.318	13.523	13.659	13.698	13.720
Construction	12.914	14.095	3.253	3.341	3.413	3.497	3.575	3.611	3.646	3.657
Services										
Commerce, transports et communications	62.289	62.899	15.615	15.490	15.268	15.611	16.040	15.980	16.265	16.511
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	76.045	79.949	19.263	19.748	19.995	20.034	19.811	20.109	20.122	20.333
Administration publique et éducation	37.237	37.630	9.332	9.350	9.373	9.395	9.419	9.444	9.470	9.495
Autres services	26.059	26.401	6.536	6.554	6.575	6.589	6.606	6.632	6.661	6.688
Impôts moins subventions sur les produits	33.011	34.103	8.213	8.457	8.473	8.436	8.552	8.643	8.721	8.684
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>301.958</b>	<b>311.016</b>	<b>75.856</b>	<b>76.545</b>	<b>76.849</b>	<b>77.473</b>	<b>78.075</b>	<b>78.619</b>	<b>79.137</b>	<b>79.650</b>

## 2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

### 2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>159.042</b>	<b>166.374</b>	<b>40.078</b>	<b>40.366</b>	<b>40.870</b>	<b>41.660</b>	<b>41.891</b>	<b>41.952</b>	<b>42.385</b>	<b>43.150</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>68.599</b>	<b>70.652</b>	<b>17.290</b>	<b>17.324</b>	<b>17.505</b>	<b>17.637</b>	<b>17.688</b>	<b>17.821</b>	<b>18.267</b>	<b>18.225</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	61.478	65.800	15.415	15.586	16.094	16.466	16.731	16.509	17.283	17.820
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	39.921	42.123	9.905	10.052	10.194	10.462	10.542	10.926	10.987	11.523
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	16.223	18.353	4.153	4.221	4.387	4.492	4.711	4.763	4.908	4.934
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.334	5.323	1.357	1.313	1.513	1.512	1.478	820	1.389	1.363
Variation des stocks	2.461	4.678	171	2.116	2.726	991	484	478	1.307	-200
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>10.378</b>	<b>9.576</b>	<b>3.028</b>	<b>1.452</b>	<b>711</b>	<b>2.172</b>	<b>3.071</b>	<b>3.622</b>	<b>2.259</b>	<b>3.317</b>
Exportations totales	262.004	277.483	66.105	66.772	68.295	68.785	70.094	70.309	72.696	74.586
Importations totales	251.626	267.907	63.077	65.320	67.583	66.613	67.023	66.687	70.437	71.269
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>301.958</b>	<b>317.080</b>	<b>75.981</b>	<b>76.845</b>	<b>77.906</b>	<b>78.926</b>	<b>79.866</b>	<b>80.381</b>	<b>81.500</b>	<b>82.312</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 2.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2005)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>159.042</b>	<b>162.372</b>	<b>39.778</b>	<b>40.130</b>	<b>40.362</b>	<b>40.523</b>	<b>40.716</b>	<b>40.771</b>	<b>41.102</b>	<b>41.412</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>68.599</b>	<b>68.735</b>	<b>17.170</b>	<b>17.152</b>	<b>17.141</b>	<b>17.152</b>	<b>17.188</b>	<b>17.254</b>	<b>17.343</b>	<b>17.430</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	61.478	64.063	15.398	15.501	15.821	16.066	16.193	15.983	16.634	17.085
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	39.921	41.473	9.933	10.041	10.118	10.305	10.353	10.697	10.755	11.221
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	16.223	17.426	4.107	4.157	4.221	4.296	4.413	4.496	4.541	4.558
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.334	5.163	1.359	1.305	1.485	1.466	1.425	788	1.336	1.305
Variation des stocks	2.461	4.929	789	1.294	1.367	1.058	1.142	1.362	1.517	1.243
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>10.378</b>	<b>10.917</b>	<b>2.658</b>	<b>2.253</b>	<b>2.170</b>	<b>2.760</b>	<b>2.862</b>	<b>3.124</b>	<b>2.337</b>	<b>2.348</b>
Exportations totales	262.004	268.755	65.709	66.049	65.876	66.916	67.365	68.598	69.451	70.339
Importations totales	251.626	257.840	63.040	63.865	63.812	64.148	64.477	65.403	66.937	67.814
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>301.958</b>	<b>311.016</b>	<b>75.856</b>	<b>76.545</b>	<b>76.849</b>	<b>77.473</b>	<b>78.075</b>	<b>78.619</b>	<b>79.137</b>	<b>79.650</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>151.413</b>	<b>158.013</b>	<b>37.973</b>	<b>38.434</b>	<b>38.774</b>	<b>39.287</b>	<b>39.686</b>	<b>40.267</b>	<b>41.106</b>	<b>41.617</b>
Salaires et traitements bruts	112.052	117.029	28.111	29.469	28.714	29.150	29.401	29.764	30.472	30.676
Cotisations sociales	39.361	40.984	9.862	9.965	10.060	10.137	10.285	10.502	10.634	10.941
<b>Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut <sup>1</sup></b>	<b>115.055</b>	<b>121.541</b>	<b>29.217</b>	<b>29.346</b>	<b>29.898</b>	<b>30.567</b>	<b>30.904</b>	<b>30.173</b>	<b>30.893</b>	<b>31.387</b>
Impôts nets à la production et à l'importation	35.491	37.525	8.791	9.064	9.235	9.072	9.277	9.941	9.501	9.309
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>301.958</b>	<b>317.080</b>	<b>75.981</b>	<b>76.845</b>	<b>77.906</b>	<b>78.926</b>	<b>79.866</b>	<b>80.381</b>	<b>81.500</b>	<b>82.312</b>

<sup>1</sup> Y compris la consommation de capital fixe (amortissements).

#### 4 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005		2006		2007		2008		2009	
	2005	2006	III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>301.958</b>	<b>317.080</b>	<b>75.981</b>	<b>76.845</b>	<b>77.906</b>	<b>78.926</b>	<b>79.866</b>	<b>80.381</b>	<b>81.500</b>	<b>82.312</b>
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	1.677	3.869	-39	671	926	1.095	862	986	518	496
<b>Revenu national brut</b>	<b>303.635</b>	<b>320.949</b>	<b>75.942</b>	<b>77.515</b>	<b>78.832</b>	<b>80.021</b>	<b>80.728</b>	<b>81.368</b>	<b>82.019</b>	<b>82.808</b>
Consommation de capital fixe	46.309	47.875	11.614	11.697	11.784	11.893	12.023	12.175	12.349	12.526
<b>Revenu national net</b>	<b>257.326</b>	<b>273.074</b>	<b>64.328</b>	<b>65.818</b>	<b>67.048</b>	<b>68.129</b>	<b>68.705</b>	<b>69.192</b>	<b>69.670</b>	<b>70.283</b>
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-3.893	-3.558	-987	-974	-947	-852	-855	-904	-664	-755
<b>Revenu national net disponible</b>	<b>253.433</b>	<b>269.517</b>	<b>63.341</b>	<b>64.844</b>	<b>66.101</b>	<b>67.277</b>	<b>67.850</b>	<b>68.288</b>	<b>69.006</b>	<b>69.528</b>
Consommation finale nationale	227.641	237.025	57.368	57.690	58.375	59.297	59.580	59.773	60.651	61.375
<b>Épargne nationale nette</b>	<b>25.792</b>	<b>32.491</b>	<b>5.973</b>	<b>7.154</b>	<b>7.726</b>	<b>7.980</b>	<b>8.270</b>	<b>8.515</b>	<b>8.355</b>	<b>8.153</b>
Formation brute de capital fixe	61.478	65.800	15.415	15.586	16.094	16.466	16.731	16.509	17.283	17.820
Variation des stocks	2.461	4.678	171	2.116	2.726	991	484	478	1.307	-200
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	27	40	10	7	6	15	15	4	3	-20
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale</b>	<b>7.968</b>	<b>10.399</b>	<b>1.956</b>	<b>1.101</b>	<b>710</b>	<b>2.444</b>	<b>3.105</b>	<b>4.141</b>	<b>2.097</b>	<b>3.019</b>

## 5 STATISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

### 5.1 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	533	555	133	135	136	138	140	142	144	148
Industrie	31.169	31.957	7.781	7.836	7.917	7.907	8.007	8.126	8.147	8.390
Construction	7.210	7.698	1.817	1.846	1.848	1.931	1.942	1.976	2.077	2.012
Services	112.500	117.803	28.242	28.617	28.873	29.310	29.596	30.023	30.738	31.068
Commerce, transports et communications	33.622	35.101	8.444	8.523	8.604	8.725	8.821	8.951	9.166	9.283
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	26.070	27.936	6.570	6.674	6.791	6.936	7.037	7.171	7.387	7.556
Administration publique et éducation	34.389	35.467	8.613	8.754	8.742	8.845	8.898	8.981	9.181	9.176
Autres services	18.420	19.299	4.615	4.667	4.735	4.804	4.840	4.920	5.005	5.052
<b>Rémunération totale des salariés</b>	<b>151.413</b>	<b>158.013</b>	<b>37.973</b>	<b>38.434</b>	<b>38.774</b>	<b>39.287</b>	<b>39.686</b>	<b>40.267</b>	<b>41.106</b>	<b>41.617</b>

### 5.2 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Indépendants	687,3	695,1	688,4	689,5	691,2	693,6	696,6	698,9	701,7	706,6
Salariés	3.591,3	3.638,8	3.596,4	3.601,5	3.616,7	3.632,6	3.645,4	3.660,5	3.678,0	3.693,0
<b>Emploi total</b>	<b>4.278,6</b>	<b>4.333,8</b>	<b>4.284,8</b>	<b>4.291,0</b>	<b>4.307,9</b>	<b>4.326,2</b>	<b>4.341,9</b>	<b>4.359,4</b>	<b>4.379,7</b>	<b>4.399,6</b>

### 5.3 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	84,5	83,4	84,4	84,0	83,6	83,3	83,4	83,3	83,6	84,4
Industrie	628,5	623,4	627,3	625,0	624,8	624,4	622,6	621,6	622,4	621,5
Construction	239,3	247,2	240,2	242,2	244,2	246,4	248,2	249,9	252,5	254,2
Services	3.273,0	3.324,1	3.279,7	3.285,7	3.300,4	3.316,4	3.331,5	3.348,0	3.364,2	3.382,3
Commerce, transports et communications	1.042,4	1.048,1	1.043,7	1.043,3	1.043,9	1.047,0	1.049,3	1.052,0	1.055,9	1.061,0
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	790,9	823,6	794,0	798,7	808,3	818,0	828,3	839,6	848,9	857,7
Administration publique et éducation	756,5	760,2	758,0	758,1	760,0	759,6	760,1	760,9	759,8	759,2
Autres services	683,2	692,3	684,0	685,6	688,1	691,8	693,8	695,5	699,6	704,4
<b>Emploi intérieur total</b>	<b>4.225,4</b>	<b>4.278,0</b>	<b>4.231,6</b>	<b>4.236,9</b>	<b>4.253,0</b>	<b>4.270,5</b>	<b>4.285,7</b>	<b>4.302,8</b>	<b>4.322,8</b>	<b>4.342,4</b>

## 6 COMPTES NON FINANCIERS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

## 6.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DES RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros, données brutes)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	133.796,1	139.241,0	29.959,2	37.666,1	29.473,5	37.257,9	31.844,7	40.665,0	29.770,8	40.451,3
Impôts directs	51.134,1	52.362,5	10.849,5	14.194,3	8.933,7	15.871,2	11.943,9	15.613,8	8.326,6	17.883,6
Ménages	40.056,3	39.942,4	8.591,8	10.610,0	7.909,3	11.466,8	9.590,4	10.976,0	7.412,9	13.411,5
Sociétés	10.853,4	12.220,7	2.134,0	3.548,6	997,0	4.373,1	2.244,2	4.606,4	887,6	4.407,9
Autres secteurs	224,4	199,4	123,7	35,7	27,3	31,3	109,3	31,4	26,1	64,2
Impôts indirects	39.329,0	41.708,3	9.361,6	10.994,1	9.676,2	10.141,5	9.859,2	12.031,3	10.036,5	10.596,0
Cotisations sociales effectives	41.452,4	43.009,0	9.265,4	11.994,9	10.369,6	10.702,8	9.492,2	12.444,4	10.900,5	11.389,7
Impôts en capital	1.880,6	2.161,2	482,7	482,8	494,0	542,4	549,4	575,5	507,2	582,0
Cotisations sociales imputées	6.398,3	6.734,0	1.602,8	1.619,9	1.642,3	1.667,8	1.696,2	1.727,7	1.762,3	1.791,2
Intérêts reçus	655,0	644,1	166,8	163,7	165,3	159,5	163,4	155,9	157,0	155,9
Autres revenus de la propriété	1.374,9	1.232,8	94,8	94,7	88,6	912,6	84,7	146,9	91,2	1.042,3
Transferts courants en provenance des autres secteurs	1.163,6	1.266,1	320,8	356,9	310,6	261,7	234,2	459,7	239,7	287,1
Ventes courantes de biens et services produits	4.676,7	5.001,1	1.173,8	1.195,0	1.222,2	1.244,3	1.261,3	1.273,2	1.280,0	1.286,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	784,8	121,0	-15,5	575,7	-20,5	1,5	-26,6	166,5	-3,8	-43,1
<b>Total Recettes</b>	<b>148.849,4</b>	<b>154.240,1</b>	<b>33.302,7</b>	<b>41.671,9</b>	<b>32.882,0</b>	<b>41.505,2</b>	<b>35.258,0</b>	<b>44.594,9</b>	<b>33.297,3</b>	<b>44.971,3</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	128.037,4	132.914,4	31.003,8	32.534,1	33.286,6	33.881,5	32.090,5	33.655,8	34.768,7	35.212,6
Rémunérations des salariés	36.186,2	37.480,7	8.364,6	9.692,4	9.267,5	9.569,7	8.645,0	9.998,6	9.614,4	9.928,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	10.896,2	11.446,1	2.699,6	2.730,2	2.924,4	2.867,5	2.812,9	2.841,3	3.079,1	2.793,5
Subventions aux entreprises	4.942,3	5.539,7	1.289,7	1.329,0	1.334,2	1.356,4	1.396,0	1.453,1	1.528,0	1.581,5
Prestations sociales	68.932,5	70.937,6	16.939,1	17.112,7	17.566,6	18.370,5	17.395,9	17.604,6	18.565,7	19.413,2
En espèces	47.542,1	49.188,0	11.731,7	11.765,0	12.027,1	12.847,8	12.124,4	12.188,7	12.674,1	13.539,4
En nature fournies par des producteurs marchands	21.390,4	21.749,6	5.207,4	5.347,8	5.539,5	5.522,8	5.271,4	5.415,9	5.891,6	5.873,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3.187,3	3.482,0	795,5	786,1	897,2	870,1	853,0	861,7	925,3	868,6
Transferts courants aux entreprises	700,8	727,3	176,3	178,3	180,2	181,7	182,5	182,8	44,1	43,5
Transferts courants au reste du monde	3.192,1	3.301,0	739,0	705,3	1.116,5	665,5	805,3	713,7	1.012,1	584,1
Charges d'intérêts	12.853,3	12.569,0	3.174,6	3.200,2	3.117,0	3.136,3	3.198,5	3.117,2	3.163,8	3.174,4
Dépenses en capital	8.111,8	8.039,0	1.779,4	1.775,9	2.363,7	2.110,5	2.268,3	1.296,5	2.479,6	2.100,6
Formation brute de capital fixe	5.333,1	5.324,3	1.341,8	1.352,3	1.515,0	1.487,1	1.461,5	860,8	1.389,3	1.337,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	37,6	-389,8	32,5	-53,0	16,2	8,5	3,7	-418,3	2,7	3,6
Transferts en capital aux autres secteurs	2.741,1	3.104,5	405,1	476,6	832,5	614,9	803,1	854,0	1.087,6	759,4
<b>Total Dépenses</b>	<b>149.002,5</b>	<b>153.522,4</b>	<b>35.957,9</b>	<b>37.510,2</b>	<b>38.767,4</b>	<b>39.128,1</b>	<b>37.557,3</b>	<b>38.069,6</b>	<b>40.411,9</b>	<b>40.487,7</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>5.293,3</b>	<b>6.474,5</b>	<b>-1.342,9</b>	<b>4.879,1</b>	<b>-3.995,1</b>	<b>3.943,5</b>	<b>-553,8</b>	<b>7.079,9</b>	<b>-5.138,6</b>	<b>6.045,4</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-153,1</b>	<b>717,7</b>	<b>-2.655,1</b>	<b>4.161,8</b>	<b>-5.885,5</b>	<b>2.377,2</b>	<b>-2.299,3</b>	<b>6.525,3</b>	<b>-7.114,6</b>	<b>4.483,6</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>12.700,2</b>	<b>13.286,7</b>	<b>519,5</b>	<b>7.362,0</b>	<b>-2.768,5</b>	<b>5.513,5</b>	<b>899,2</b>	<b>9.642,5</b>	<b>-3.950,8</b>	<b>7.658,0</b>
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la Procédure déficit excessif</b>	<b>227,1</b>	<b>915,4</b>	<b>-2.578,3</b>	<b>4.270,7</b>	<b>-5.809,1</b>	<b>2.421,4</b>	<b>-2.261,1</b>	<b>6.564,2</b>	<b>-7.086,8</b>	<b>4.513,8</b>
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	41.257,0	43.786,3	9.861,0	11.512,5	10.161,5	10.659,0	10.386,9	12.578,9	10.595,7	11.131,9

## 6.2 EVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	5,8	2,4	9,0	3,7	3,7	-9,2	10,1	10,0	-6,8	12,7
Impôts indirects	4,8	6,0	3,2	7,1	5,7	3,3	5,3	9,4	3,7	4,5
Cotisations sociales effectives	2,2	3,8	3,2	2,5	5,1	3,7	2,4	3,7	5,1	6,4
Autres recettes	6,9	1,3	7,3	5,0	7,5	-4,0	3,6	0,4	3,4	6,5
<b>Total Recettes</b>	<b>4,6</b>	<b>3,6</b>	<b>5,5</b>	<b>4,4</b>	<b>5,2</b>	<b>-2,6</b>	<b>5,9</b>	<b>7,0</b>	<b>1,3</b>	<b>8,4</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	4,2	3,6	3,0	5,0	3,3	4,5	3,4	3,2	3,7	3,7
Consommation intermédiaire et impôts payés	2,7	5,0	5,0	1,3	6,9	5,0	4,2	4,1	5,3	-2,6
Prestations sociales	3,8	2,9	4,0	2,8	3,1	3,0	2,7	2,9	5,7	5,7
Charges d'intérêts	-7,6	-2,2	-9,2	-4,6	-3,9	-3,0	0,8	-2,6	1,5	1,2
Autres dépenses	19,8	4,7	14,0	20,2	5,4	3,9	15,2	-5,6	1,6	-0,1
<b>Total Dépenses</b>	<b>4,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,7</b>	<b>4,5</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>4,4</b>	<b>1,5</b>	<b>4,2</b>	<b>3,5</b>

## 6.3 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (DONNÉES CUMULÉES)

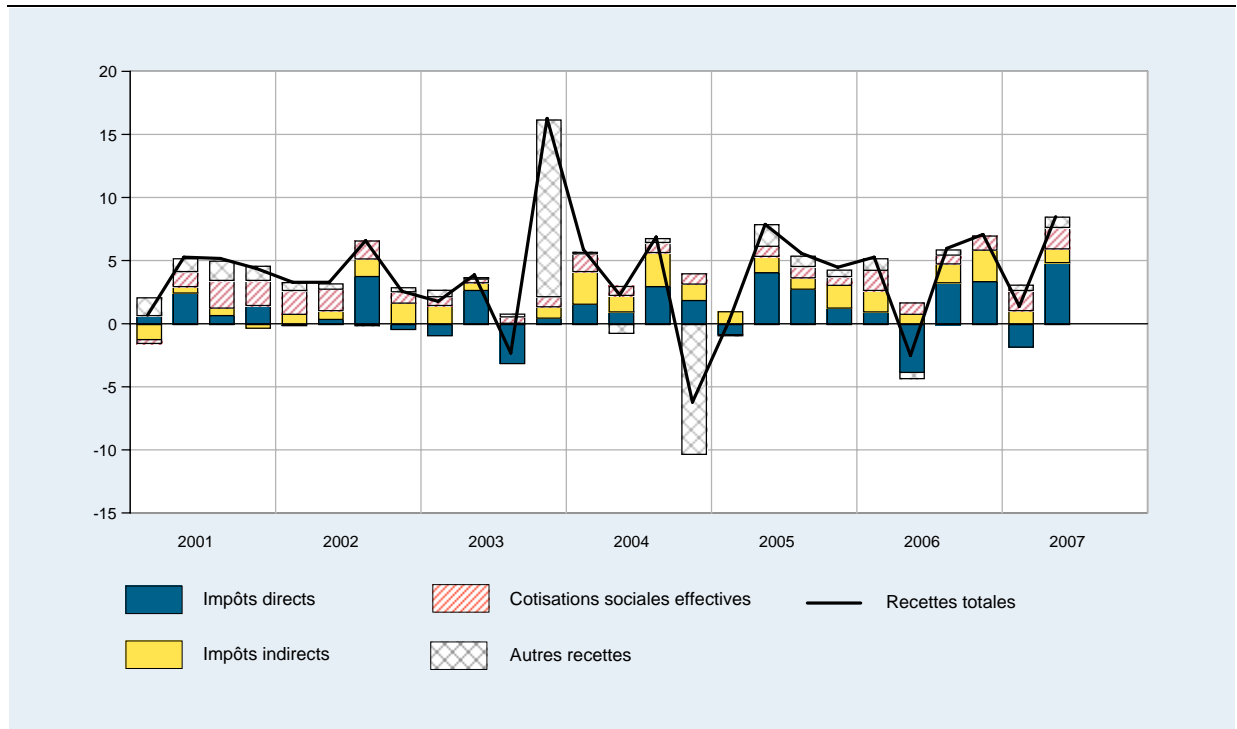
(millions d'euros, données brutes)

	2005	2006	2005		2006				2007	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	51.134,1	52.362,5	36.939,8	51.134,1	8.933,7	24.804,9	36.748,8	52.362,6	8.326,6	26.210,2
Impôts indirects	39.329,0	41.708,3	28.334,9	39.329,0	9.676,2	19.817,7	29.676,9	41.708,2	10.036,5	20.632,5
Cotisations sociales effectives	41.452,4	43.009,0	29.457,4	41.452,3	10.369,6	21.072,4	30.564,6	43.009,0	10.900,5	22.290,2
Autres recettes	16.933,9	17.160,3	12.445,2	16.933,8	3.902,5	8.692,2	12.654,9	17.160,3	4.033,7	9.135,7
<b>Total Recettes</b>	<b>148.849,4</b>	<b>154.240,1</b>	<b>107.177,3</b>	<b>148.849,2</b>	<b>32.882,0</b>	<b>74.387,2</b>	<b>109.645,2</b>	<b>154.240,1</b>	<b>33.297,3</b>	<b>78.268,6</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	36.186,2	37.480,7	26.493,7	36.186,1	9.267,5	18.837,2	27.482,2	37.480,8	9.614,4	19.542,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	10.896,2	11.446,1	8.165,9	10.896,1	2.924,4	5.791,9	8.604,8	11.446,1	3.079,1	5.872,6
Prestations sociales	68.932,5	70.937,6	51.819,7	68.932,4	17.566,6	35.937,1	53.333,0	70.937,6	18.565,7	37.978,9
Charges d'intérêts	12.853,3	12.569,0	9.653,2	12.853,4	3.117,0	6.253,3	9.451,8	12.569,0	3.163,8	6.338,2
Autres dépenses	20.134,3	21.089,0	15.359,8	20.134,5	5.891,9	11.076,0	16.581,0	21.088,9	5.988,9	11.167,3
<b>Total Dépenses</b>	<b>149.002,5</b>	<b>153.522,4</b>	<b>111.492,3</b>	<b>149.002,5</b>	<b>38.767,4</b>	<b>77.895,5</b>	<b>115.452,8</b>	<b>153.522,4</b>	<b>40.411,9</b>	<b>80.899,6</b>



**GRAPHIQUE 3 RECETTES**

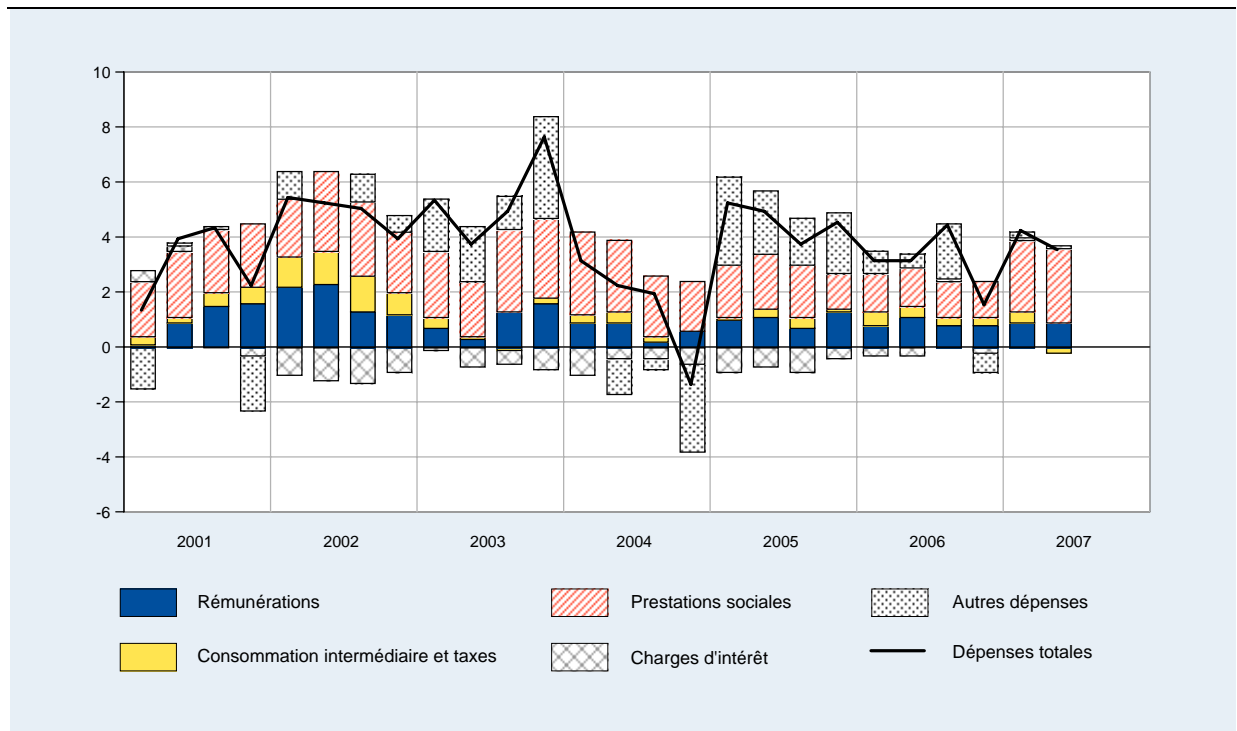
(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

**GRAPHIQUE 4 DÉPENSES**

(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN



# Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

## 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin du mois de septembre (une version papier est disponible vers fin octobre). Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

## 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats et des comptes des administrations publiques. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes des secteurs. L'emploi et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont diffusés en même temps que les principaux agrégats (voir point 2).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 4. Tableaux ressources-emplois

Au début de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 5. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

Au début de chaque année, les comptes régionaux sont publiés en mars. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

### 6. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1994, comprennent:

- la composition du produit national brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétropolés que jusqu'en

1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétroposé par sous-secteur.

## 7. Personnes de contact

– Méthodologie

Geert Detombe            Tél. +32 2 221 30 40      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: geert.detombe@nbb.be

– Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn            Tél. +32 2 221 30 38      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : hans.dedyn@nbb.be

– Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bertrand Jadoul        Tél. +32 2 221 52 69      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : bertrand.jadoul@nbb.be

– Comptes des secteurs

Catherine Rigo        Tel. +32 2 221 44 08      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : catherine.rigo@nbb.be

– Comptes des administrations publiques

Claude Modart        Tél. +32 2 221 30 26      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : claude.modart@nbb.be

– Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne    Tél. +32 2 221 28 77      Fax +32 2 221 31 07  
e-mail : isabelle.brumagne@nbb.be

– Comptes régionaux

Monica Maesele        Tél. +32 2 221 30 28      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket        Tél. +32 2 221 30 45      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : alexander.foket@nbb.be



## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.





## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
PIB	Produit intérieur brut
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes



#### Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 - Fax +32 2 221 30 42  
documentation@nbb.be

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux & régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30  
nationalaccounts@nbb.be



Banque nationale de Belgique  
Société anonyme  
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340  
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles  
[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Éditeur responsable

**Rudi Acx**

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale  
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en octobre 2007